

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 26 avril 2024

Rapport de l'inspection des installations classées Visite d'inspection du 21 mars 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Ortec générale de dépollution (OGD)
rue du port
57525 Talange

Références : TALANGE_OGD_2024-04-09_RAPVI-PPC_RPE_26218.odt
Code AIOT : 0006201477

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 mars 2024 dans l'établissement Ortec générale de dépollution (OGD) implanté rue du port 57525 Talange. L'inspection a été annoncée le 13 février 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action du plan pluriannuel de contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Ortec générale de dépollution (OGD)
- rue du port 57525 Talange
- code AIOT : 0006209883
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : oui

La société Ortec générale de dépollution (OGD) exploite une installation de traitement biologique de déchets et de valorisation de terres polluées ainsi qu'une installation de transit, regroupement ou tri de déchets sous couvert de l'arrêté préfectoral n°2018-DCAT/BEPE-149 du 13 juillet 2018.

Les activités sont réglementées aussi notamment par :

- l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets aqueux
- rejets atmosphériques
- bruit
- déchets

- surveillance environnementale

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance des rejets aqueux	arrêté ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1, point X	/	sans objet
2	Surveillance des rejets gazeux	arrêté préfectoral du 13/07/2018, article 3.3.2 (partiel)	/	sans objet
3	Suivi de bon fonctionnement et entretien du biofiltre	arrêté préfectoral du 13/07/2018, article 3.2.4	/	sans objet
4	Filtre à charbon actif	arrêté préfectoral du 13/07/2018, article 4.4.4 (partiel)	/	sans objet
5	Installations de traitement des rejets aqueux	arrêté préfectoral du 13/07/2018, article 3.3.2 (partiel)	/	sans objet
6	Niveaux acoustiques	arrêté préfectoral du 13/07/2018, art 6.1.1 (partiel) et chapitre 6.2	/	sans objet
7	Acceptation des terres en traitement	arrêté préfectoral du 13/07/2018, article 8.1.5	/	sans objet
8	Règles générales d'exploitation	arrêté préfectoral du 13/07/2018, article 8.1.5	/	sans objet
9	Surveillance environnementale	arrêté préfectoral du 13/07/2018, article 9.2.2	/	sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (l'inspection) ne relève pas de non-conformité sur les prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 17/12/2019, annexe 3.1, point X

Thème(s) : Risques chroniques, conformité IED - surveillance des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

X. Valeurs limites d'émissions et surveillance des émissions applicables à toutes les installations de traitement de déchets

Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Paramètre	Valeur limite	Fréquence de surveillance
Matières en suspension (MES)	60 mg/l	Par bachée
Demande chimique en oxygène (DCO)	180 mg/l	
Carbone organique total (COT)	60 mg/l	

Articles connexes contrôlés

Arrêté préfectoral DCAT/BEPEn°149 du 13 juillet 2018

Article 4.4.8. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;

- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;

- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température < 30 °C ;

- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;

- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

Article 4.4.9.1. Rejets des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites ci-dessous.

Référence du point de rejet vers le milieu récepteur : darse.

Paramètre	Code SANDRE	Rejet dans la darse	
		Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal (kg/j)
Matières en suspension	1305	100	61
DCO sur effluent non décanté	1314	300	183
DBO5 sur effluent brut	1313	100	61
Phosphore total	1350	10	6,1
Chrome et composés	1389	0,5	0,31
Cuivre et composés	1392	0,5	0,31
Zinc et composés	1383	2	1,22

Plomb et composés	1382	0,5	0,31
Nickel et composés	1386	0,5	0,31
Cyanures libres	1084	0,1	0,06
Teneurs en hydrocarbures	7009	10	
Halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106	1	
Indice phénols	1440	0,3	
Chrome hexavalent	1371	0,1	
Manganèse et composés	1394	1	
Ion fluorure	7073	15	
Azote global	1551	30	
Etain et composés	1380	2	
Fer, aluminium et composés	7714	5	

NOTA:

Les prescriptions de l'annexe 3.3 - Meilleures techniques disponibles applicables aux installations de traitement biologique, ne s'appliquent pas à l'activité de la société OGD, celle-ci consistant exclusivement en de la dépollution par traitement biologique des terres polluées.

Constats :

Vu le tableau de suivi de mesure des rejets aqueux de l'exploitant (7 bâchées du 11 janvier 2023 au 4 janvier 2024) et les rapports d'analyse par bâchée établis par un organisme agréé (EUROFINS) (contrôle par sondage du rapport du 22 novembre 2023 / bâchée de novembre 2023), l'inspection ne relève pas de non-conformité sur la prescription contrôlée.

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Surveillance des rejets gazeux

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 13/07/2018, article 3.3.2 (partiel)	
Thème(s) : Risques chroniques, conformité IED - surveillance des rejets gazeux	
Prescription contrôlée :	
<u>Article 3.2.2. Conditions générales de rejet</u>	
Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).	
Les installations de traitement des rejets atmosphériques sont dimensionnées pour traiter un débit d'air minimal de 2 200 m ³ /h. Le site ne comporte qu'un seul point de rejet en sortie du biofiltre.	
[...]	
<u>Article 3.2.3. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques</u>	
Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).	
	Concentration en mg/Nm ³ en sortie de la biopile
Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) (en carbone total).	50
Somme des COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.	20
Somme des substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F	2
Somme des composés organiques volatils halogénés auxquels sont attribués les mentions de dangers H341 ou H351	20
NOTA: Les prescriptions de l'annexe 3.3 - Meilleures techniques disponibles applicables aux installations de traitement biologique, ne s'appliquent pas à l'activité de la société OGD, celle-ci consistant exclusivement en de la dépollution par traitement biologique des terres polluées.	
Constats :	
L'inspection constate la présence d'un seul point de rejet en sortie de biofiltre.	
Vu le tableau de suivi de l'exploitant et les rapports annuels d'analyse établis par un organisme agréé (contrôle par sondage du rapports SOCOTEC du 6 décembre 2023), l'inspection ne relève pas de non-conformité sur la prescription contrôlée .	
Proposition de suites : Sans objet	

N° 3 : Suivi de bon fonctionnement et entretien du biofiltre

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 13/07/2018, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, biofiltre
Prescription contrôlée : Dans le but de garantir une efficacité optimale des installations de traitement des rejets atmosphériques, un suivi attentif (entretien, analyse, ...) est effectué dès la mise en service. L'exploitant mesure mensuellement : <ul style="list-style-type: none">- le degré d'humidité de la matrice du biofiltre et l'ajuste en tant que de besoin,- la pression en entrée du biofiltre,- la température. Il suit également son efficacité selon les modalités définies à l'article 3.2.5. La matrice filtrante du biofiltre est renouvelée au moins tous les 2 ans et chaque fois que sa perte d'efficacité le justifie. En cas de dégradation de l'efficacité de traitement du biofiltre, les actions suivantes doivent être mises en œuvre : <ul style="list-style-type: none">- vérification de la présence d'une microflore active : dénombrement des populations microbiennes et si nécessaire, inoculation de souches adaptées,- mesure des besoins en nutriment (azote et phosphore) : échantillonnage de la matrice et dosage. L'ensemble des résultats est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant assure : <ul style="list-style-type: none">• un contrôle hebdomadaire du débit en sortie de biofiltre ;• un contrôle mensuel de la température, du taux d'humidité et de la pression en entrée du biofiltre. Les résultats de ces contrôles sont enregistrés dans un tableau de suivi tenu à la disposition de l'inspection et présenté lors de la visite. Le dernier renouvellement de la matrice biofiltre a eu lieu en septembre 2022 : l'exploitant a présenté les bons de livraison correspondants. Les éléments présentés par l'exploitant montrent l'absence de dégradation de l'efficacité de traitement du biofiltre nécessitant la mise en œuvre des actions correctives prescrites. Au regard de ces éléments, l'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Filtre à charbon actif

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 13/07/2018, article 3.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, filtre à charbon actif
Prescription contrôlée : Lorsque les analyses relatives aux critères d'acceptation (article 8.1.5) décèlent la présence de composés organohalogénés, le traitement des effluents est réalisé en complément du biofiltre, par un filtre à charbon actif.
Constats : L'exploitant indique que les résultats d'analyse relatives aux critères d'acceptation n'ont, jusqu'à présent, pas justifié le traitement des effluents par un filtre à charbon actif. Aucun filtre à charbon actif n'est présent sur site. Un filtre mobile est disponible sur un autre site de la société (Strasbourg) : il fait l'objet d'une maintenance annuelle et dispose d'un stock de charbon actif en cas de baisse d'efficacité. L'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Installations de traitement des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 13/07/2018, article 4.4.4 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, installations de traitement des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

[...] Les eaux résiduaires sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le site est équipé d'un débourbeur déshuileur.

Vu :

- la fiche technique de l'ouvrage de prétraitement ;
- le tableau de suivi de l'exploitant indiquant un curage mensuel de l'aquadrain, un jaugeage mensuel et un nettoyage annuel du bassin de rétention et de l'ouvrage de prétraitement ;
- le bon d'intervention (intervention du 26 au 27 juillet 2023) d'une société habilitée relative au nettoyage du bassin de rétention et de l'ouvrage de prétraitement.

L'exploitant précise que les boues issues de ce nettoyage ont été traitées sur site avant évacuation dans une filière autorisée (société Terrenvie, centre de valorisation de matériaux non inertes autorisé par arrêté préfectoral du 16 octobre 2018) et a présenté :

- le certificat d'acceptation préalable CAP01-24030016 valable du 4 mars 2024 au 3 mars 2025 ;
- cinq bons d'enlèvement du 7 au 21 mars 2024 ;
- les bordereaux de suivi des déchets correspondants.

Au regard des constats sur site et des éléments présentés par l'exploitant, l'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 13/07/2018, art 6.1.1 (partiel) et chapitre 6.2

Thème(s) : Risques chroniques, installations de traitement des rejets aqueux

Prescription contrôlée :Article 6.1.1 Aménagements

[...] Une mesure des émissions sonores est effectuée tous les 3 ans ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée, aux frais de l'exploitant par une personne ou un organisme qualifié. Une mesure peut être demandée par le préfet dans les mêmes conditions si l'installation fait l'objet de plaintes.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. [...]

CHAPITRE 0.1 CHAPITRE 6.2.Niveaux acoustiques**Article 0.1.1. Article 6.2.1 Valeurs limites d'émergence**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et	6 dB(A)	4 dB(A)

inférieur ou égal à 45 dB (A)		
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 0.1.2.

Article 0.1.3. Article 6.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Constats :

Vu les rapports du 8 septembre 2022 (intervention du 9 août 2022) et du 30 septembre 2019 (intervention du 22 juillet 2019), l'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Acceptation des terres en traitement

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 13/07/2018, article 8.1.5

Thème(s) : Risques chroniques, acceptation des terres en traitement

Prescription contrôlée :

Pour être admises en traitement dans l'installation, les terres polluées doivent respecter les concentrations maximales de polluants suivants (exprimées sur la matière brute).

Polluants pouvant être traités dans les installations	Valeurs limites sur le brut en mg/kg de déchet sec
Hydrocarbures totaux <ul style="list-style-type: none"> Indice hydrocarbure (C5-C10) Indice hydrocarbure (C10-C40) 	100 000
Hydrocarbures halogénés adsorbables sur charbons actifs	5 000
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) - Somme des 16 HAP	5 000
BTEX	100 000
Somme des PCB (7 congénères)	50
Pesticides organochlorés	20

Les terres en traitement sur le site doivent également respecter les concentrations maximales de polluants suivants :

Paramètres	Valeurs limites pour le test de lixiviation en mg/kg de matière sèche
Arsenic	2
Baryum	100
Cadmium	1
Chrome total	10
Cuivre	50
Mercuré	0.2

Molybdène	10
Nickel	10
Plomb	10
Antimoine	0.7
Sélénium	0.5
Zinc	50
Chlorures	15 000
Fluorures	150
Sulfate	20 000
Indice phénols	50
COT sur éluat	800
Fraction Soluble	60 000

Constats :

L'inspection a contrôlé, par sondage sur deux lots, que les terres admises en traitement respectent les concentrations maximales de polluants prescrites, et ne relève pas de non-conformité sur ce point.

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Règles générales d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 13/07/2018, article 8.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, règles d'exploitation

Prescription contrôlée :

Article 8.3.1. Choix du procédé de traitement

Après vérification de l'admissibilité des terres polluées, leur traitement dans un biotertre ne peut être réalisé que si elles répondent à l'ensemble des critères suivants :

- hydrocarbures (fraction C5-C10) < 100 mg/kg de matière sèche,
- BTEX < 100 mg/kg de matière sèche,
- COHV < 50 mg/kg de matière sèche.

Si au moins l'un de ces critères n'est pas respecté, le traitement des terres polluées doit être réalisé dans une biopile.

Article 8.3.1.1. Tri

Il n'est pas réalisé de tri granulométrique :

- des terres polluées devant être mises en traitement dans une biopile ;
- des terres en transit ne satisfaisant pas aux critères définis à l'article 8.3.1.

Lorsqu'il est mis en œuvre, le tri doit permettre d'isoler la fraction granulométrique inférieure ou égale à 30 mm de celle supérieure à 30 mm.

À la suite du tri granulométrique, des analyses déterminant la concentration des polluants visés à l'article 8.1.5 contenus dans chacune des fractions granulométriques sont réalisées.

Article 8.3.1.2. Suivi du fonctionnement du procédé

Lors du traitement des terres polluées, des contrôles sont régulièrement effectués pour s'assurer du fonctionnement correct des installations de traitement des terres polluées. Ces contrôles portent sur la mesure des paramètres suivants :

- température,
- taux d'humidité,
- dépression sur chaque drain d'aspiration pour la biopile,
- pH.

Les résultats de ces contrôles sont archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.3.1.3. Suivi de la biodégradation

Le suivi de la biodégradation est réalisé par des analyses effectuées par un laboratoire extérieur

<p>agréé. Ces analyses portent sur la détermination de la teneur en polluants (hydrocarbures (fraction C10 – C40), hydrocarbures halogénés adsorbables sur charbon actif, HAP (somme des 16) et BTEX).</p> <p>Ces contrôles sont réalisés sur des échantillons représentatifs du lot de terres polluées en cours de traitement [un échantillon composite (polluants définis ci-dessus hors composés volatils) et un échantillon unitaire (composés volatils) tous les 250 m³].</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a contrôlé par sondage que les terres traitées en biotertre répondent aux critères prescrits. L'exploitant indique mettre régulièrement en biopile des terres n'excédant pas les critères prescrits, afin d'accélérer leur traitement.</p> <p>L'exploitant indique avoir réalisé une campagne de criblage en juin 2023 et a présenté les résultats d'analyse correspondants.</p> <p>L'exploitant assure un suivi mensuel du fonctionnement du procédé suivant les modalités prescrites, et établit une fiche de suivi (notamment description et caractéristiques des déchets, suivi des analyses et courbes de suivi de la dégradation des HCT) pour chaque lot en traitement (contrôle par sondage, sur deux lots, et des rapports d'analyses).</p> <p>Au regard de ces éléments, l'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Surveillance environnementale

<p>Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 13/07/2018, article 9.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, règles d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance annuelle des retombées de poussières. Un bilan annuel est transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu les bilans annuels 2022 (rapport du 22 octobre 2022 – intervention du 29 juillet au 29 août 2022) et 2023 (rapport du 11 décembre 2023 – intervention du 14 septembre au 20 octobre 2023), transmis par l'exploitant, l'inspection ne relève pas de non-conformité sur ce point.</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>